

LA PRESSE DECIDE QUELLES REVOLUTIONS MENTIONNER

Rajesh Joshi interview Arundhati Roy pour Outlook India

Rajesh Joshi: Le dixième anniversaire des attaques du 11 septembre contre les USA approche. Qu'est-ce qui, selon vous, a changé dans le monde, ou n'a pas changé, au cours de ces années?

Arundhati Roy: Beaucoup de choses ont changé. Le nombre de guerres qui sont menées s'est accru et le discours qui autorise ces guerres - qui sont essentiellement des combats pour les ressources - est maintenant déguisé en un discours de guerre contre le terrorisme, et est devenu plus acceptable d'une certaine façon, et encore plus transparent d'une autre.

Peut-être que la chose la plus dangereuse qui soit arrivée, c'est que de plus en plus, nous voyons que ces guerres ne peuvent pas être gagnées. Elles peuvent être engagées. Mais elles ne peuvent pas être gagnées. Comme la guerre au Vietnam, qui n'a pas été gagnée. La guerre en Irak n'a pas été gagnée. La guerre en Afghanistan n'a pas été gagnée. La guerre contre la Libye ne sera pas remportée. Il y a ce schéma initial où on revendique la victoire et ensuite, ces forces d'occupation s'embourbent dans une sorte de guerre d'usure. C'est aussi cela qui est en partie responsable de la lente dégradation de l'économie mondiale.

L'autre difficulté, c'est que plus les armes de guerre conventionnelles deviennent nucléaires - et tout ce type de bombardement aérien et ainsi de suite - plus il devient clair pour les gens qui se battent contre les occupations, que l'on ne peut pas remporter une guerre conventionnelle. Donc ironiquement, l'accumulation d'armes conventionnelles conduit à divers types de terrorisme et d'attentats suicides et à une espèce de recours désespéré à des résistances extrêmement violentes. Violentes idéologiquement aussi, parce qu'il faut vraiment inciter les gens à vouloir aller se faire sauter. Par conséquent, [c'est une] époque très dangereuse.

RJ: Vous avez été très critique à l'égard de la guerre contre le terrorisme, en particulier de la politique américaine. Auriez-vous préféré un Saddam Hussein ou un régime taliban en Afghanistan?

AR: C'est que, on dirait que le régime taliban va revenir en Afghanistan sous une certaine forme ou un certain aspect. Et manifestement, des gens comme Saddam Hussein furent d'abord créés et mis en place et soutenus et financés et armés par les USA. Ce processus fait qu'un pays qui cherche un pouvoir hégémonique peut nommer les despotes qu'il veut, les renverser quand il veut et puis se faire embourber dans ce genre de combats où finalement, il doit désespérément faire des pieds et des mains pour faire accepter certaines mesures pour sauver la face en, disons, en Afghanistan. Par conséquent, finalement, on ne va jamais se débarrasser des despotes, des dictateurs ou des Talibans. Ce sont aussi eux qui ont créé les Talibans. Ce type d'idéologie fut pratiquement prodiguée par eux comme une sorte de matériel de guerre au moment où ils luttaient contre les Soviétiques, que personne ne mentionne vraiment. Ils parlent juste du Pakistan comme ayant ces camps, mais ces camps furent en fait financés par la CIA et l'Arabie Saoudite, qui est maintenant un des plus grands régimes despotiques totalement embrassés par les Etats-Unis.

RJ: Comment considérez-vous les révoltes des masses à travers le monde arabe? Pensez-vous que ce soit un développement positif?

AR: Manifestement, il y a des choses très positives à leur sujet, mais cela reste encore à voir, par exemple en fonction de ce qui s'est passé en Egypte. Hosni Mubarak fut au pouvoir pendant quarante ans. Nous savions que trois mois avant la révolte place Tahrir, les journaux rapportaient

qu'il était sur son lit de mort. Ensuite, cette révolte est arrivée. Et puis, on a eu des reportages tellement enthousiastes de la presse occidentale concernant la révolte - la presse décide quelles révolutions mentionner et lesquelles ne pas mentionner, et en cela, elle est à l'origine des politiques. On a eu d'énormes révoltes semblables, mettons au Cachemire, qui furent plus ou moins censurées. Et pourtant, celle-ci fut rapportée avec beaucoup d'enthousiasme mais en fin de compte, les gros titres disaient: 'L'Egypte est libre, l'armée prend le pouvoir'.

Et aujourd'hui, il y a dix mille personnes qui sont jugées dans des tribunaux militaires. Ce qui se passe probablement maintenant est l'émergence des Frères Musulmans; c'est une émergence négociée. Je dirais que c'est une révolte victorieuse et une véritable démocratie s'ils réussissent à mettre totalement fin au rôle égyptien dans le siège de Gaza. Je ne sais pas si cela va se passer. Beaucoup de manipulations ont lieu. En Inde, comme dans ces endroits, on retrouve aussi l'utilisation du pouvoir populaire. Les gens sont en colère. Les gens sont réellement furieux. Les gens qui ont vécu sous ces régimes despotiques sont désespérés. Mais simplement déplacer un petit peu les gros blocs laisse se produire une explosion. Cette explosion va-t-elle vraiment aboutir à une véritable démocratie, ou cette colère va-t-elle être canalisée en autre chose? Nous attendons encore.

RJ: N'êtes-vous pas heureuse que les dictatures tombent comme des châteaux de cartes?

AR: Je serais heureuse si elles n'allaient pas être remplacées par des régimes militaires. Je serais heureuse si j'étais certaine que, quel que soit ce qui prendra leur place, ce ne sera pas une autre manipulation... Je serais heureuse. Mais à l'heure qu'il est, en Egypte, les gens sont cueillis et jugés dans des tribunaux militaires comme ils l'étaient sous Hosni Mubarak. Bien sûr que je suis heureuse, mais pourquoi fêterait-on quelque chose sauf si ce que l'on fête est juste?

RJ: Vous avez soutenu des mouvements populaires partout, mais vous êtes très critique à l'égard du mouvement Anna Hazare. Le peuple a pris part au mouvement, malgré tout.

AR: Je ne soutiens pas tous les mouvements populaires. Je n'ai assurément pas soutenu le mouvement Ram Janambhumi, qui fut un des mouvements populaires les plus importants dans ce pays - le mouvement pour renverser le Babri Masjid et y construire un temple. Je pense que tous les types de fascisme pourraient se décrire comme des mouvements populaires, et je ne soutiens pas le fascisme. Je ne suis pas une sympathisante aveugle de tous les mouvements populaires. Dans ce cas précis, je pense qu'il est très important de comprendre ce qui se passait, et ce qui se passait n'était pas simple. Nous sommes à un stade où d'énormes scandales de corruption impliquant principalement des sociétés minières, des compagnies de télécommunication et ainsi de suite, ont été dévoilés, tout comme leurs liens avec le gouvernement, leurs liens avec les médias, leur pillage de milliards de dollars et il n'y a aucune prise de responsabilité, ni de la part du gouvernement ni de la part des sociétés. La colère populaire contre eux est très grande.

La raison pour laquelle je suis très méfiante au sujet de ce qui se passe ici, c'est que je sens que cette fureur est, de haut en bas, canalisée en un mouvement populaire et que cette colère, qui était une colère très inconsistante, a été utilisée pour réussir à faire voter cette loi bien précise, laquelle je pense, n'a pas été lue par grand monde - y compris beaucoup de ceux qui la poussait. Mais si on lit cette proposition de loi, ce n'est pas seulement légalement ridicule, mais les gens qui s'appellent eux-même Team Anna ont dit que les gens étaient en colère et qu'ils leur avaient procuré le remède. Les membres de la Team Anna disent eux-mêmes que les gens n'ont pas lu le projet de loi, mais ils ont dit 'donnez-nous un remède contre la maladie' et n'ont pas lu ce qui est écrit sur l'étiquette de la bouteille du médicament. Très, très peu de gens l'ont lue. Et ce remède est bien autrement dangereux que la maladie elle-même. C'est pourquoi je suis inquiète. Puis, c'est devenu ce

mouvement moral qui a commencé à se servir des vieux symboles de fascisme religieux que nous avons tous vu, et qui a commencé à exclure les minorités.

RJ: Certains de vos compagnons d'armes comme Medha Patkar et Prashant Bushan font partie de ce mouvement. Comment pouvez-vous dire que ce mouvement a des tendances au fascisme? Doutez-vous de l'intégrité de Medha Patkar et de Prashant Bhushan, ou est-ce de leur compréhension?

AR: Il ne s'agit pas de douter de leur intégrité. J'ai sans aucun doute des doutes sur leur (Prashant Bhushan et Medha Patkar) compréhension du projet de loi Lokpal - je ne doute pas de leur intégrité. Ni l'un ni l'autre n'y ont amené la politique qu'ils ont passé toute leur vie à mettre en oeuvre; ils l'ont laissée dehors, sur le pas de la porte. Je veux juste que quelqu'un ait une discussion convenable au sujet de ce projet de loi dont ils insistaient qu'elle soit votée sans débat par le Parlement au 30 août. Si l'on examine le projet de loi, il est tellement terrifiant. Tout d'abord, il est extrêmement mal élaboré. Il demande à dix personnes intègres - et de classe adéquate - de gérer une bureaucratie qui comprendrait environ 30.000 membres. Il n'y a aucune annotation sur la provenance de ces membres, sur qui ils sont; il n'y a aucune notion de ce que l'on entend par corruption dans une société comme la nôtre. C'est sûr, il y a de la corruption - des pauvres devant soudoyer les représentants du gouvernement pour obtenir leurs notes de rationnement jusqu'aux entreprises payant et recevant des rivières et des montagnes à exploiter gratuitement. Mais la corruption est un système de valeurs, qui doit être épinglé à un système juridique. Et je ne cesse de dire qu'il y a un grand nombre, des millions d'Indiens, qui vivent sans titre et non identifiés à l'extérieur de ce système juridique. A supposer que vous viviez à Delhi. Il y a une énorme quantité de bidonvilles, de colporteurs illégaux, d'habitations de squatteurs. Tout à coup, une communauté de classe moyenne peut dire: 'Je vis à Jarbagh, il y a là un bidonville, c'est illégal. Les politiciens les gardent là parce qu'ils obtiennent des votes; les municipalités les autorisent parce qu'elles obtiennent des pots-de-vin. Sortez-les d'ici. Ce sont des personnes illégales'. La signification de ce qu'est la corruption n'a pas été discutée. Oubliez le fait qu'ils demandent un projet de loi où ces dix personnes sont au sommet et où il y a une bureaucratie supplémentaire de 30.000 personnes qui recevront une énorme quantité d'argent du gouvernement et qui ont le droit de poursuivre en justice, de condamner, de placer sur écoute, de destituer, de suspendre et d'enquêter dans les activités de tout le monde depuis le premier ministre jusqu'au bas de l'appareil judiciaire. Ils constituent simplement une hiérarchie parallèle! Ce qui se passe, c'est que la classe moyenne, qui a été avantagée par ces politiques de privatisation et de mondialisation est devenue intolérante vis-à-vis de la démocratie.

RJ: Si, d'après vous, la mondialisation et la privatisation ne sont pas la solution, alors, quelle est-elle?

AR: Je pense que la seule manière par laquelle nous pouvons commencer à progresser vers un endroit où les gens ont certains droits, c'est d'apprendre comment devenir une opposition qui revendique une responsabilité. Ce que fait le projet de loi Jan Lokpal, c'est d'établir un second Super Flic. Je dis que l'amorce du mouvement dans la direction d'une société dans laquelle nous voudrions vivre, c'est d'arracher la responsabilité. et ce n'est que quand les gens commencent à épauler ceux qui luttent pour leurs droits et leurs exigences qu'il se passe quelque chose. Pas quand ils détournent le regard et disent: 'ce n'est pas mon problème si les gens se font tuer au Dantewada. Je suis une personne de la classe moyenne et je crois que je devrais être avantagée'. Si nous vivons dans une démocratie et que l'on croit que tout le monde a certains droits de base, alors, on doit être

capable d'ouvrir les yeux. C'est ce que j'essaye de faire de toutes les manières possibles en soutenant ces mouvements de résistance qui mettent tout en question depuis les grands barrages jusqu'aux exploitations minières et toutes ces choses - ceux qui refusent de renoncer à leur terre, qui tiennent tête aux autorités les plus importantes, que ce soit l'armée ou les sociétés et tout ça.

RJ: Vous êtes une critique farouche des politiques économiques du gouvernement de Manmohan Singh mais le développement de l'Inde a été loué par le président des Etats-Unis Barack Obama et le premier ministre britannique David Cameron. Beaucoup de gens pourraient dire que vous vous servez de votre statut de célébrité en tant qu'écrivain lauréate du Booker Prize pour critiquer la voie prise par l'Inde après l'effondrement de l'Union Soviétique.

AR: Le Booker Prize et tout ça, c'est futile. Il y a bien assez de personnes célèbres qui peuvent profiter de leur renommée pour vendre des chaussures ou du coca cola. Personne ne peut utiliser sa célébrité sans que cela ait du sens. En ce qui me concerne, je suis un écrivain, je suis quelqu'un qui voit le monde d'une façon précise. Et je ne cesse de dire que ces mots tels que 'le développement de l'Inde' ont perdu leur signification parce que, qui est l'Inde? Quand vous dites 'Inde', parlez-vous des quelques centaines de milliardaires ou parlez-vous des 830 millions de personnes qui vivent avec moins de vingt roupies par jour? Certaines personnes en Inde se sont certainement développées très rapidement, au-delà de leurs rêves les plus fous, mais ils l'ont fait en se reposant sur les épaules et les corps d'un grand nombre d'autres Indiens. Je n'arrête pas de dire que quand on a dix personnes dans une pièce, qu'une personne devient milliardaire, que deux personnes sont en très bonne voie, que les sept autres sont affamées et que quelqu'un dit, 'Hey, il y a sept personnes qui manquent de nourriture dans cette pièce' et que vous dites, 'Pourquoi êtes-vous négatif? Les gens se sont développés!' Peu importe qui je suis, ce que j'ai gagné, ce que je n'ai pas gagné. Si je dis quelque chose de pertinent, cela aura une place dans ce monde. Si je suis stupide, si je suis négative, si je suis insensée, je n'aurai pas de place dans ce monde. Donc ça ne sert à rien de personnaliser les choses parce que ça n'aide pas vraiment.

RJ: Est-ce que le maoïsme est la solution?

AR: Ce n'est bien entendu pas la solution. Cependant, comme je ne cesse de le dire, je crois que la solution est la diversité de résistance, et les maoïstes sont à une extrémité - l'extrémité très militante de la diversité. Et ils luttent très avant dans les forêts qui sont remplies de paramilitaires et de policiers, et certainement, dans ces villages tribaux où jamais aucun caméra de télévision ne parvient, où aucune grève de la faim gandhienne ne sera jamais évoquée dans les journaux, l'unique possibilité est la résistance armée. A l'extérieur, cette résistance armée sera réprimée en une minute. Les maoïstes n'ont eu aucun succès à l'extérieur. Il faut prendre en considération d'autres types de résistance à l'extérieur. Les mouvements de résistance confondent souvent la nécessité de différences tactiques avec celle des différences idéologiques. Mais le fait est qu'une des choses que je trouve merveilleuse en Inde, c'est qu'il y a un immense spectre de mouvements de résistance qui sont très efficaces, qui insistent sur leurs droits et qui gagnent des batailles. Pour en revenir à cette affaire de corruption, je voudrais dire qu'il y a des centaines de protocoles d'accord (MoU - Memorandum of Understanding) secrets entre les gouvernements et les sociétés privées qui se solderont pas une sorte de manipulation des structures sociales à travers le centre de l'Inde - les forêts, les montagnes, les rivières - le tout distribué aux sociétés. Des millions de personnes luttent pour leurs droits. Personne ne s'est tenu là et n'a dit, pouvez-vous déclarer ces MoUs?

RJ: Que fait l'état? Il doit se défendre.

AR: Implicitement, votre déclaration affirme que l'état est l'ennemi du peuple et qu'il doit se défendre. Et si l'on voit ce qui se passe dans le monde, il est de plus en plus vrai que les états et leurs armées se retournent contre ceux qui, traditionnellement, étaient leurs propres peuples. Les guerres ne sont pas toujours menées entre pays; elles sont également menées par l'état contre sa propre population - une espèce de colonisation verticale par opposition à l'horizontale.

RJ: Aimez-vous vous frotter à l'autorité?

AR: Je crois que la seule façon de maintenir la responsabilité de l'autorité est de constamment la mettre en question, de toujours la chahuter d'une manière ou d'une autre.

RJ: Certaines personnes pourraient dire qu'il est très commode pour vous de critiquer les choses depuis un lieu sûr. Quel va être, selon vous, votre rôle à l'avenir? Allez-vous être un écrivain, ou avez-vous jamais eu l'idée d'entrer en politique?

AR: Je regrette, mais ce n'est pas une question sérieuse. Ce que je fais est politique. Ce que j'écris est politique. C'est ce que, traditionnellement, les écrivains font. Par conséquent, distinguer l'observation de l'écriture et de la politique, minimise la politique, minimise l'écriture et minimise l'observation. Ceci a, sur le plan historique, été le rôle des écrivains. Je pourrais certainement me mettre un sari en khadi et m'asseoir dans la forêt et devenir une martyr, mais ce n'est pas ce que j'ai l'intention de faire. Je n'ai aucun mal à être celle que je suis, à écrire ce que j'ai écrit parce qu'ici, je n'essaye pas de devenir une sainte. Je n'essaye pas de gagner en popularité. Je ne demande pas à être acclamée comme une leader des masses. Je suis un auteur qui a une série d'opinions précises et j'utilise toutes les compétences que j'ai, je déploie toutes les compétences que j'ai, tous les moyens que j'ai pour écrire ces opinions, pas toujours pour mon propre compte, mais du coeur de la résistance.

RJ: Un jour, dans une interview au *Financial Times*, vous avez dit, et je cite: 'J'ai l'impression que j'ai fait un parcours très intéressant ces onze dernières années, mais maintenant, je suis prête pour faire quelque chose de différent. Il y a deux ans, je me suis dit, 'plus jamais, ça suffit comme ça', et j'ai travaillé sur un roman. Puis il y a eu cette énorme révolte au Cachemire'. Certains pourraient dire que votre activisme est juste une nouvelle étape dans votre plan de carrière - j'ai fait ceci, et maintenant, avançons et faisons quelque chose de plus passionnant.

AR: Il ne s'agit pas de choses passionnantes, il s'agit de réécrire. Je suis un écrivain et j'ai écrit d'une certaine façon. Puis, tout à coup, on a l'impression ... Par exemple, *Le dieu des petits riens* est un livre très politique, mais ensuite a commencé une autre phase de politique très pressante et plus urgente, et c'est devenu de la littérature non-romanesque. Mais je pense que les oeuvres de fiction sont une sorte de politique plus profonde et plus subversive - Si vous lisez *Le dieu des petits riens*, il traite, par exemple, des problèmes de caste. Il ne s'agit pas du gouvernement ou de l'état contre le peuple; il s'agit du véritable malaise au sein de notre société. La fiction est une bien meilleure manière de s'en occuper. On ne peut pas se permettre de simplement s'embourber en faisant la même chose, en pensant de la même façon ou en utilisant les mêmes techniques d'écriture. C'est toujours un défi. Et il ne se pourra jamais que je cesse d'être une personne politique. Le type de politique que vous choisissez est ce que vous choisissez de faire. On ne peut pas y échapper. L'idée selon laquelle la politique consiste seulement à sortir, à se présenter aux élections ou à prendre la parole à des meetings est une idée très superficielle.